



ied INNOVATION
ENVIRONNEMENT
DEVELOPPEMENT
AFRIQUE

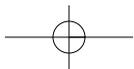
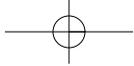
RAPPORT ANNUEL
2007

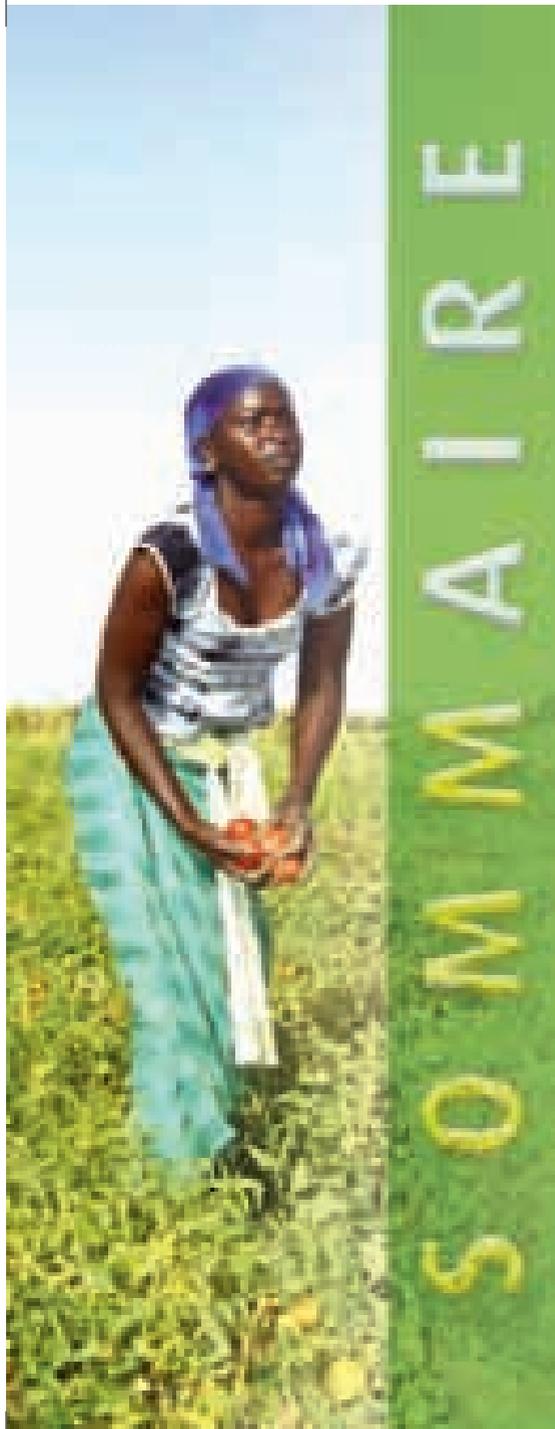
Crédit Photo : Awa Faly BA
Bara GUEYE
Kamikaz
Omar & Birima DIOP
Rik THISSJEN

Rapport Annuel

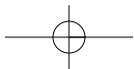
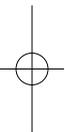
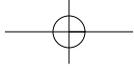
2 0 0 7







Message de la Présidente du Conseil d'Administration	7
Message du Directeur de IED Afrique	9
IED Afrique, en bref...	10
Programme Réussir la Décentralisation	13
- Le Budget Participatif (BP) au Sénégal : consolider l'expérience et favoriser le partage	14
- Suivi Evaluation Participatif (SEP) de la Décentralisation au Mali et au Burkina : élargir le champ de la recherche action	16
- Genre et décentralisation au Sénégal : Saisir les opportunités d'amélioration	18
- Gouvernance des ressources naturelles à travers les conventions locales	20
- Tourisme durable	22
AGRIDAPE : Du magazine au renforcement des capacités en capitalisation	23
- Le magazine	24
- Le renforcement des capacités en capitalisation	25
Promouvoir l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel (PROFEIS) :	26
Des paysans consommateurs aux paysans chercheurs, une approche multi acteurs de l'innovation	27
Programme de Recherche sur la Pauvreté Chronique en Afrique de l'Ouest :	29
comprendre pour mieux agir	30
Les partenaires financiers	32
Les ressources humaines de IED Afrique	33
Les membres du Conseil d'administration	33
L'Equipe Exécutive Permanente	34



Message de la Présidente du Conseil d'Administration



Chers amis,

Vous avez sans doute suivi le processus de transition institutionnelle inédit qui a conduit à la naissance de Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique), qui, depuis le 1^{er} Septembre 2005 remplace le Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Tout en maintenant des liens étroits avec IIED qui demeure son partenaire stratégique, IED Afrique doit se construire une identité propre et se projeter vers l'avenir en développant des partenariats et des programmes en adéquation avec la vision et la mission qu'elle s'est assignées.

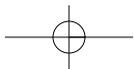
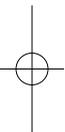
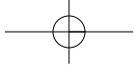
L'Afrique est à la croisée des chemins. Elle a besoin d'inventer ses propres mécanismes de réponses aux innombrables défis qui l'interpellent et qui ont pour noms : le changement climatique ; la globalisation et la concentration des sphères de décisions entre les mains de quelques acteurs globaux non étatiques ; l'urbanisation et la croissance rapide de la demande des produits agricoles par les villes ; la migration et l'insertion des migrants ; l'accès et la valorisation des opportunités offertes par les technologies de l'information et de la communauté.

La conviction de IED Afrique est que les populations locales ne sont pas des acteurs passifs face à ces défis. Au contraire, elles développent des stratégies novatrices et savent tirer profit des différentes opportunités qui s'offrent. Le rôle des organisations d'appui au développement est d'aider à l'émergence d'un vaste mouvement de partenariat et d'apprentissage mutuel pour une application à grande échelle de ces initiatives.

A travers ce rapport annuel, vous aurez une idée plus concrète de notre vision et de nos réponses face au contexte complexe et aux multiples défis du développement durable de l'Afrique.

Nous espérons par conséquent qu'avec l'année 2008 qui commence, plusieurs nouveaux chantiers de collaboration et de partenariats seront ouverts avec beaucoup d'entre vous car nous restons fidèles au credo que c'est à travers la mise en commun de nos expériences et compétences distinctives respectives que nous pourrons produire un impact significatif sur le terrain.

En attendant, bonne lecture.



Message du Directeur de IED Afrique



Chers partenaires,

Une fois n'est pas coutume ! Alors que les regards portés sur l'Afrique sont, le plus souvent, sélectivement, orientés vers ce qui ne va pas, j'ai choisi, à l'entame de cette nouvelle année, de parler des belles aventures, et elles sont nombreuses, auxquelles nous avons participées et qui autorisent à plus d'espoir.

Durant ces 30 dernières années, nous avons assisté à un vaste mouvement de décentralisation qui a quitté les villes pour embrasser le milieu rural. Tout n'est pas parfait, loin s'en faut ! Mais sous la pression de la société civile locale et avec l'engagement de quelques élus progressistes, plusieurs initiatives sont prises pour renforcer la transparence dans la gestion des collectivités locales. Nous avons eu le privilège de développer avec plusieurs collectivités locales un partenariat qui montre la voie de l'expérimentation de mécanismes novateurs comme le budget participatif ou le suivi évaluation participatif. Il s'agit principalement des communautés rurales de Fissel et Ndiagianiao au Sénégal, de Bancoumana au Mali et plus récemment les communes de Tenkodogo, Bani et Leba au Burkina Faso. Toutes se sont engagées à promouvoir un renforcement de l'inclusion et de la transparence dans la gestion des affaires publiques.

Ce mouvement a également permis l'émergence de femmes à la tête des collectivités locales partout dans la sous-région. On est certes encore très loin de la parité mais, ces expériences nous montrent que la situation d'exclusion des femmes n'est pas une fatalité irréversible et que nous gagnerions à apprendre de ces îlots de succès et réfléchir sur les meilleurs moyens pour leur mise à l'échelle.

Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, le Sahel est toujours présenté comme une région condamnée à disparaître. Ceux qui tiennent ce discours se raviseront si l'opportunité leur était donnée de découvrir les initiatives aux résultats spectaculaires dans le domaine de la restauration des écosystèmes au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Ces résultats ont été atteints grâce la mise en place de règles et institutions, communément appelées conventions locales collectivement élaborées pour organiser l'utilisation durable des ressources naturelles.

Ces expériences nous interpellent sur la nécessité de revoir le prisme à partir duquel nous lisons les phénomènes qui se passent autour de nous, surtout en milieu rural. Nos actions gagneraient davantage en efficacité et en impact si au lieu de consacrer tous nos efforts à identifier et analyser les problèmes des communautés locales, nous nous intéressions plus aux solutions et réponses qu'elles expérimentent.

C'est à cette introspection que nous invitons tous nos partenaires à qui nous renouvelons notre disponibilité à explorer les possibilités de pousser encore plus loin les bases de notre collaboration.

Mamadou Bara GUEYE
Directeur

IED Afrique, en bref ...



IED Afrique, en bref . . . bref . . .

L'Afrique de l'Ouest fait partie des régions les plus pauvres au monde. Dans sa partie sahélienne, elle fait face à des conditions environnementales et climatiques difficiles. Le phénomène de globalisation a également des impacts non maîtrisés sur les modes de vie des populations rurales. Toutefois, les dynamiques d'intégration régionale, les politiques de décentralisation, le développement et le renforcement du pouvoir de la société civile constituent aujourd'hui, des opportunités à saisir pour promouvoir un développement participatif durable.

Créée en septembre 2005, IED Afrique est une organisation indépendante à but non lucratif qui capitalise une quinzaine d'années d'expériences de promotion des approches participatives en Afrique de l'Ouest francophone. Elle remplace le Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) dont elle poursuit et renforce les acquis. Le choix du nom de la nouvelle organisation traduit à la fois la volonté de demeurer une organisation de référence en matière d'innovation méthodologique et la détermination à travailler pour la promotion d'un développement durable.

Dans ce contexte, la vision de IED Afrique est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à

permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien être des populations.

Ainsi IED Afrique s'est définie la mission de contribuer à la réalisation d'un développement équitable et durable à travers la promotion de politiques et de pratiques inclusives de décentralisation, de gouvernance locale et de gestion des ressources naturelles.

Cela se traduit par la conception de méthodes et d'outils pour rendre opérationnelles les notions d'inclusion, d'équité et de gouvernance participative à travers les thématiques suivantes :

- la décentralisation et la participation citoyenne : l'idée est de favoriser un engagement, un dialogue et un contrôle citoyen pour renforcer la transparence et l'efficacité de l'action publique.
- la gouvernance environnementale et la Gestion des Ressources Naturelles : en plaçant les acteurs au cœur des processus de gestion de l'environnement,
- la promotion de l'agriculture durable comme alternative à une pratique agricole extractive et assujettie à un marché globalisé et inéquitable.
- l'information et la communication pour garantir à tous un accès aux savoirs et l'enrichissement mutuel grâce au partage des expériences ■



DIVERSIFICATION
AGRICOLE :
UNE REALITE.

... Nos Programmes
en 2007

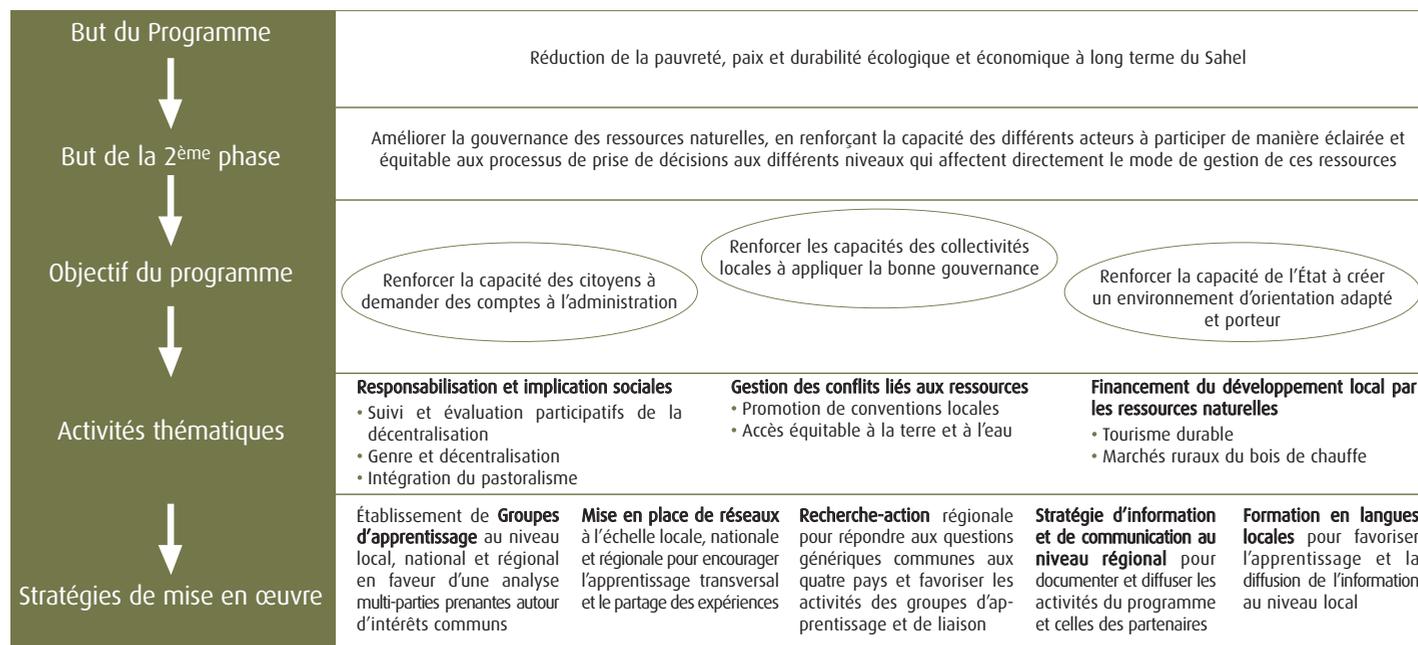


PROGRAMME REUSSIR LA DECENTRALISATION



Lancé en 2000 par l'IIED, Réussir la Décentralisation (MDW) est un programme collaboratif dont l'objectif principal d'apporter un appui au processus de décentralisation en cours au Sahel. Le programme couvre le Burkina Faso, le Mali, le Niger et Sénégal. Il s'appuie sur les initiatives similaires en cours à travers le renforcement des réseaux existants, l'établissement de relations de partenariat et l'introduction d'approches novatrices qui constituent un des éléments clés de l'avantage stratégique de IED Afrique. La phase actuelle de MDW (2005-2010) s'articule autour de 3 entrées thématiques : la responsabilisation et l'inclusion sociale, la gouvernance des ressources naturelles et le financement du développement local par le tourisme durable.

Schéma conceptuel du programme MDW phase 2



LE BUDGET PARTICIPATIF (BP) AU SENEGAL

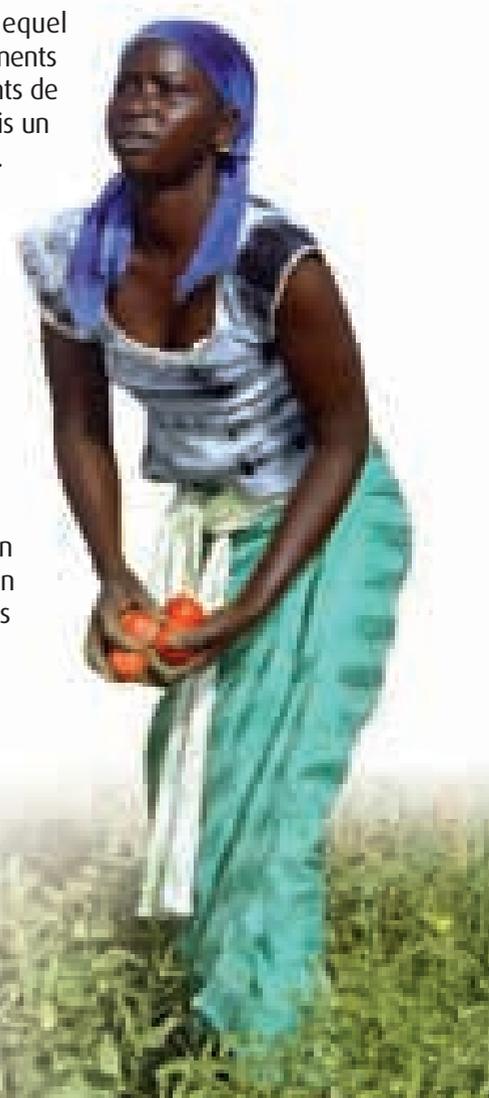
Consolider l'expérience et favoriser le partage

Le budget participatif renvoie à un processus de planification, de mise en œuvre et de suivi budgétaires dans lequel les citoyens locaux débattent, analysent, priorisent et suivent les décisions portant sur les dépenses et investissements publics faits par les élus. Le processus est conduit en partenariat avec les autres acteurs comme les représentants de l'administration, les ONG, les membres des organisations communautaires de base. Le budget participatif est à la fois un outil et un processus qui contribue au renforcement de la transparence dans la gestion des affaires locales. L'expérience, lancée depuis 2003 est mise en œuvre dans deux communautés rurales de la région de Thiès : Fissel et Ndiagianiao.

En 2007, trois (3) forums communautaires de compte rendu et quatre (4) de planification budgétaires ont été organisés respectivement à Ndiagianiao et à Fissel. Ces forums sont l'occasion pour les citoyens, au terme d'un exercice budgétaire, d'être non seulement informés de l'utilisation des ressources de la communauté rurale mais également d'interpeller les élus sur des questions éventuelles.

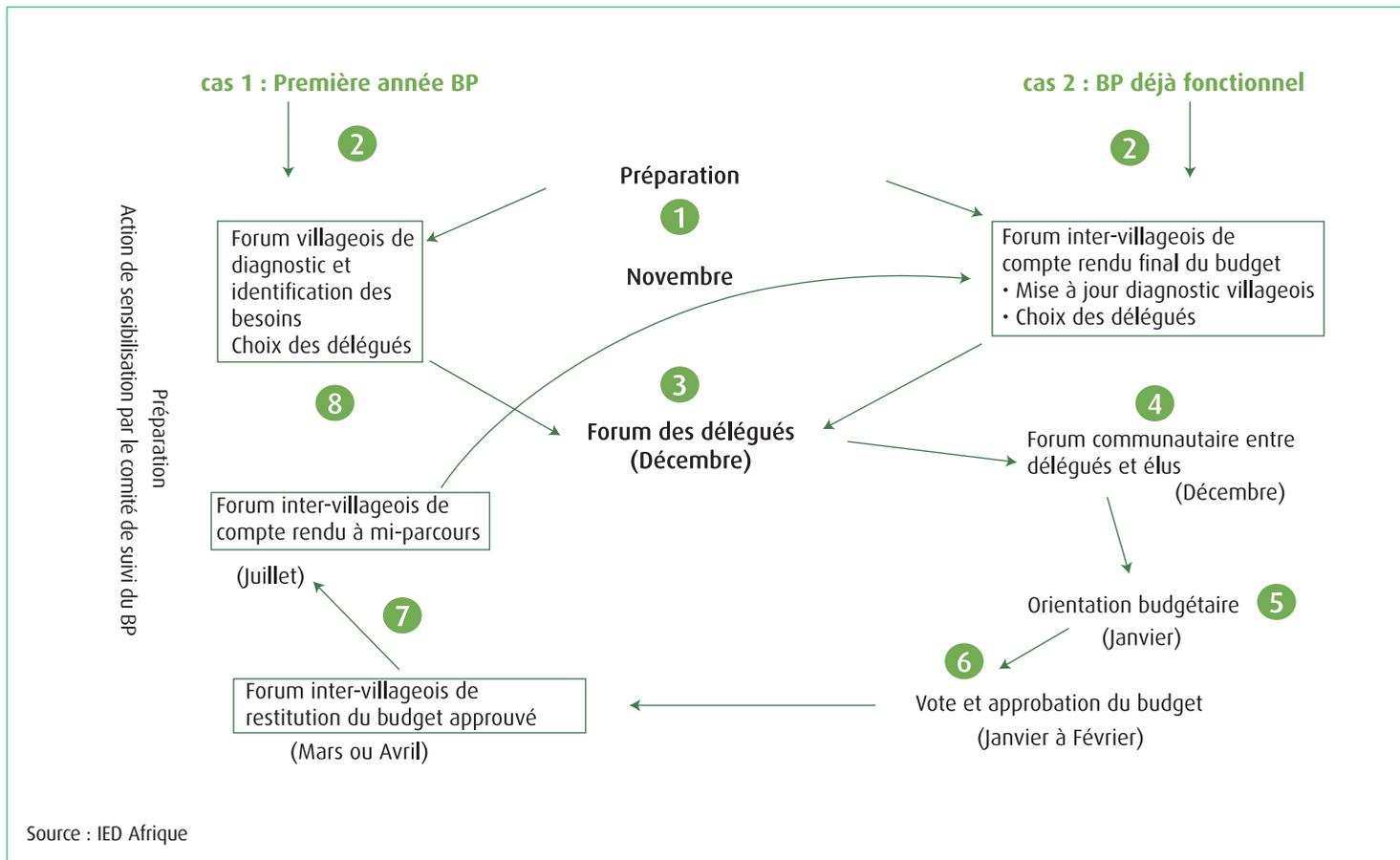
Ces rencontres élus-citoyens de compte rendu sont le préalable à l'élaboration d'un nouveau budget. C'est ainsi qu'au sortir de ces forums, une planification budgétaire participative pour l'année 2007 a été élaborée. Après près de 3 années d'expérimentation du budget participatif, un accent particulier est mis sur la capitalisation de cette expérience. Ainsi, toutes les activités de l'année 2007 ont fait l'objet d'une couverture audiovisuelle en vue de produire un documentaire destiné au grand public. Dans la même perspective, un manuel sur le processus méthodologique et les résultats de cette démarche est en rédaction.

Les expériences de Fissel et Ndiagianiao font écho au Sénégal et dans la sous région. En effet, Fissel et Ndiagianiao suscitent l'intérêt de différents acteurs. Ainsi, 3 mémoires de fin d'études portant sur l'expérience de Fissel ont été soutenus en 2007. D'autres collectivités locales et ONG sénégalaises s'inspirent également de la démarche de ces deux collectivités locales innovantes. Au niveau international, le conseil rural de Fissel invitée, en Novembre 2007, à la rencontre mondiale sur la Démocratie Participative, organisée par la Région Rhône Alpes, a côtoyé les collectivités locales références en matière de budget participatif dans le monde. ■





CYCLE DU BUDGET PARTICIPATIF A FISSEL ET NDIAGANIAO



SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF (SEP) DE LA DECENTRALISATION AU MALI ET AU BURKINA :

Consolider l'expérience et favoriser le partage

Le suivi et l'évaluation participatifs de la décentralisation permettent à la population locale de renforcer ses aptitudes et capacités à contrôler la façon dont s'opèrent la conception et la mise en œuvre de la décentralisation au niveau local. L'application effective de cet outil contribue à assurer une plus grande transparence dans la gestion de l'administration locale et aussi à renforcer la participation de la population aux processus de prise de décisions.

IED Afrique développe les outils de suivi-évaluation participatif depuis 2000, au Sénégal. L'année 2007 est marquée par l'appui aux réseaux Réussir la Décentralisation du Mali et du Burkina Faso qui accompagnent des collectivités dans la mise en place de mécanismes de SEP de la Décentralisation.

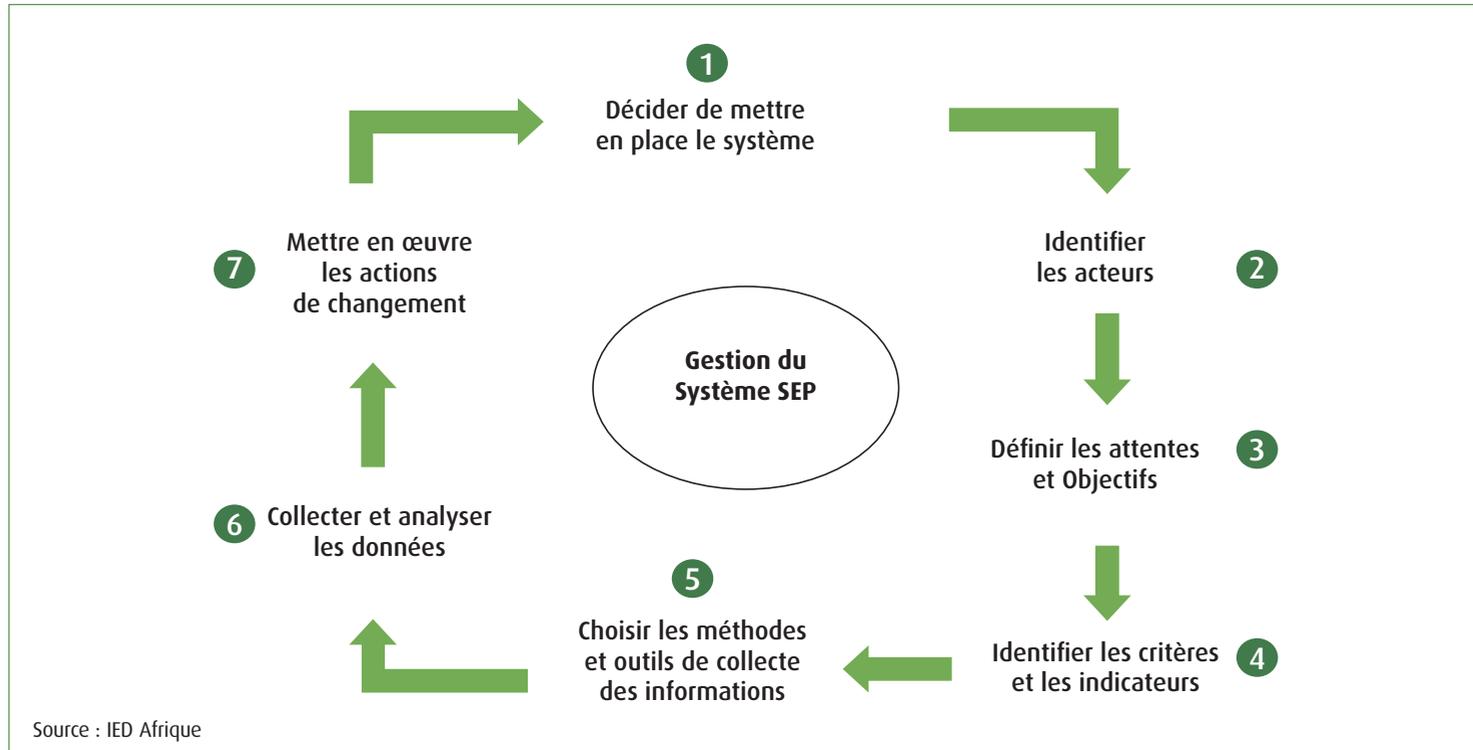
Le Réseau Réussir la Décentralisation (RLD) du Mali accompagne deux communes rurales : Bancoumana et Nara dans la mise en place d'un système de suivi et évaluation participatifs de la décentralisation. Cette expérience a démarré en 2004 et se poursuit aujourd'hui. L'appui méthodologique d'IED Afrique, ces deux premières années, a porté essentiellement sur une formation sur le SEP organisé à Bamako et l'organisation d'une visite de l'expérience de Fissel par l'animateur du Réseau RLD au Mali.

Dans la même logique de renforcement des capacités des membres des réseaux nationaux, IED Afrique apporte un appui méthodologique et financier au Réseau Réussir la Décentralisation du Burkina Faso dans la mise en place d'un système SEP. Avec la tenue des élections locales pour la mise en place des premières communes rurales, en 2006, le Burkina achève son processus de communalisation.

Ainsi, l'objectif du Réseau RLD Burkina est d'appuyer les populations locales (y compris les nouveaux élus) dans la mise en place d'un mécanisme de contrôle du fonctionnement des nouvelles communes et de permettre ainsi à ces dernières de développer une culture de reddition des comptes, à travers un système de suivi et évaluation participatif.



LE PROCESSUS DE SEP



Au Burkina, trois communes ont été choisies avec pour chacune, une entrée thématique spécifique :

- Genre et décentralisation pour la commune de Tenkodogo
- Foncier et décentralisation pour la commune de Bani, et
- Sécurité alimentaire et décentralisation pour la commune de Leba

Après la formation méthodologique et la planification des

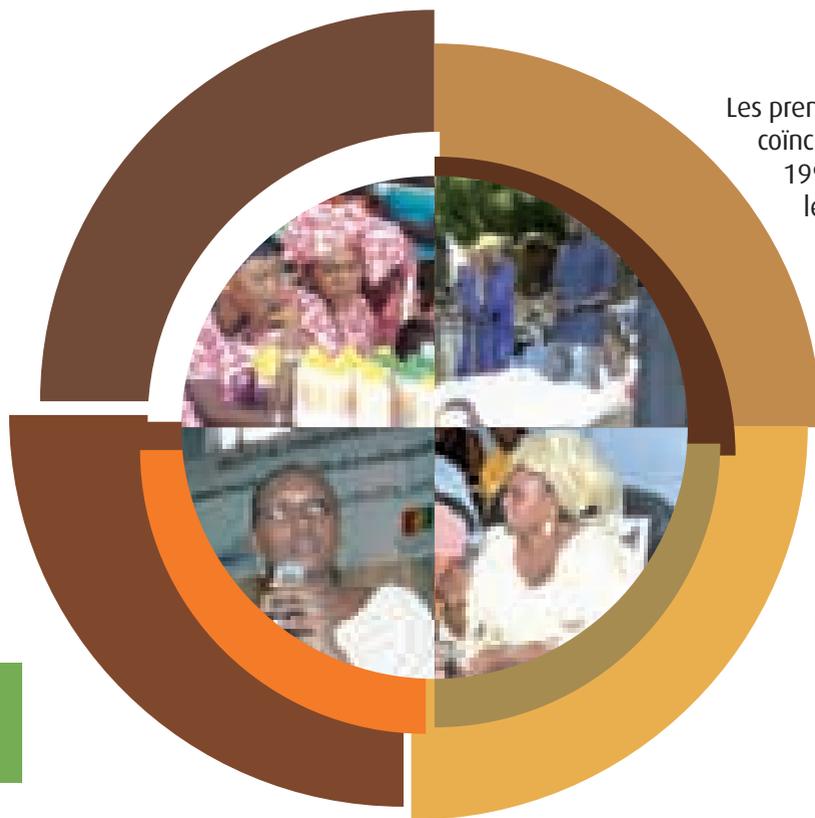
actions, en Septembre 2006, les différentes équipes ont travaillé sur l'élaboration d'un état des lieux dans les trois communes ciblées le premier semestre de 2007.

Avec le soutien de IED Afrique, les membres du réseau ont travaillé dans l'affinement de la méthodologie pour l'identification des critères, indicateurs et outils de suivi évaluation de la décentralisation. ■

GENRE ET DECENTRALISATION AU SENEGAL

Saisir les opportunités d'amélioration

La faible participation des femmes dans les instances de décisions au niveau des collectivités locales constitue une faiblesse de taille dans la mise en œuvre de la décentralisation au Sénégal. L'enjeu n'est pas seulement celui de la présence numérique mais surtout la participation effective dans les processus de prise de décision. Depuis le lancement du programme Réussir la Décentralisation, des actions ont été initiées pour contribuer au renforcement de la participation des femmes à travers la mise en place de groupes d'apprentissage sur le genre et la décentralisation au Sénégal.



Les premières Assises Nationales de la décentralisation au Sénégal se sont tenues en 2007 coïncidant avec une décennie de mise en œuvre du Code de Collectivités Locales de 1996. IED Afrique a saisi cette opportunité pour informer et influencer le cadre légal à travers une collaboration inédite avec l'UNIFEM et la Direction de la Décentralisation.

Cette initiative tripartite, qui a débuté en 2006, porte sur l'analyse des textes législatifs et réglementaires en vue d'évaluer le degré de la prise en compte de la dimension genre dans le dispositif institutionnel existant. Ce travail de recherche avait pour finalité d'élaborer des propositions argumentées de modifications des dispositions légales actuelles en vue d'une meilleure prise en compte de la dimension genre dans le processus de décentralisation.

Cette étude dont l'originalité a été de réunir divers acteurs de la société civile dans sa conduite, a été restituée à un panel d'experts. Elle a ensuite fait l'objet d'une publication présentée et largement appréciée lors des Assises de la Décentralisation.



Le second volet de ce partenariat concerne la production d'un film documentant les expériences de quelques femmes qui occupent une position importante dans les collectivités locales. L'objectif de ce film est de sensibiliser l'opinion et de susciter un débat public sur le paradoxe existant entre le potentiel de contribution économique des femmes et leurs faible représentation dans les instances de prises de décision de la décentralisation.

A travers l'itinéraire de 3 femmes élues locales, l'idée de ce film est de mettre en exergue les facteurs socioculturels, politiques et législatifs qui freinent la participation des femmes. Mais également il s'agissait de montrer l'apport des femmes élues dans la gestion des collectivités locales.

Ce film a fait l'objet d'un lancement national en octobre 2007. Plusieurs partenariats avec les médias, des organisations de la société civile et des associations d'élus locaux ont été mis en place en vue de la dissémination du film. En outre, les termes d'un partenariat avec une structure de distribution sont en train d'être finalisés en vue d'une diffusion du film auprès des chaînes de télévision nationales et internationales.

GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES A TRAVERS LES CONVENTIONS LOCALES

Les conventions locales renvoient à l'ensemble des règles et institutions collectivement pensées et mises en œuvre par les utilisateurs des ressources naturelles (populations) en vue de leur gestion durable. Elles peuvent porter sur plusieurs aspects comme la sécurisation de l'élevage pastoral, la lutte contre les feux de brousse, les mises en défens, l'utilisation des bas-fonds et mares, l'accueil des transhumants, la gestion des réserves de faune, etc. Parmi les enjeux majeurs des conventions locales, figurent la problématique de la participation des groupes vulnérables, la question de l'articulation des conventions locales avec les textes de lois et les conditions de durabilité des conventions locales.

A travers des groupes d'apprentissage à différents niveaux, IED Afrique appuie ces initiatives au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Au Sénégal, IED Afrique soutient le processus d'élaboration de conventions locales au niveau communautaire à Sob, Cissis, Médine (Communauté Rurale de Fissel) et Lissar (Mékhé). Deux groupes d'apprentissages animent le processus à Fissel et Mékhé.

Aussi bien à Fissel et à Lissar, les différentes rencontres organisées, durant l'année 2007, ont permis aux acteurs d'identifier les sites concernés par la convention locale ; d'obtenir de la communauté rurale une délibération pour confirmer et valider le choix des populations ; de définir les règles consensuelles pour la gestion durable des ressources. Actuellement, l'objectif prioritaire est mettre en place et de consolider l'organe de coordination et de surveillance des différentes conventions locales.

Sur un autre plan, le Réseau National sur les Conventions Locales (RNCL), créé en 2003, à l'issue de l'atelier régional de Bamako sur les conventions locales, poursuit ses activités. Ce réseau est composé d'organisations communautaires de base, de projets et programmes de développement, d'ONG, de services étatiques, de parlementaires, de conseillers de la République, de médias et d'institutions d'enseignement et de recherche qui s'activent dans la gestion des ressources naturelles. Le RNCL a organisé deux rencontres en 2007 dont un atelier méthodologique de formation sur l'application de l'approche des moyens d'existence durable (AMED) à l'évaluation de l'impact des conventions locales.





Il est prévu d'appliquer cet outil dans plusieurs projets membres du réseau en 2008.

Les autres activités menées concernent :

- L'appui méthodologique apporté par IED Afrique à l'antenne régionale de Kaolack de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR), pour la mise en place d'un programme d'accompagnement pour les communautés villageoises qui souhaitent mettre en place des conventions locales.
- Le renforcement des échanges avec le Projet Bassin Arachidier (PBA-GTZ) de Kaolack avec qui l'IED Afrique entretient des liens solides depuis le lancement du réseau sur les conventions locales.
- L'établissement d'un partenariat avec la télévision nationale RTS à travers la production de trois reportages télévisés sur les conventions locales au Sénégal portant sur des expériences appuyées par le Projet d'Appui à l'Élevage (PAPEL), Wula Nafa, Fissel et le PBA.
- L'appui au réseau RLD du Niger dans la mise en place d'un programme de capitalisation d'expériences au Niger à travers la formation méthodologique sur l'outil AMED et l'appui financier pour la documentation d'expériences de conventions locales.
- La production d'un nouveau numéro de la Série sur les Conventions Locales portant sur l'expérience de la Forêt de Takiéta au Niger a été diffusé ■

TOURISME DURABLE

Le tourisme compte parmi les industries qui se développent le plus rapidement dans le monde. L'Afrique devient une destination de plus en plus importante pour les touristes qui veulent découvrir la nature sauvage ou qui veulent passer des vacances combinant «soleil, mer et sable». C'est là une précieuse opportunité pour le développement local et la réduction de la pauvreté et, pour les collectivités locales, la possibilité de mobiliser des ressources tant désirées.

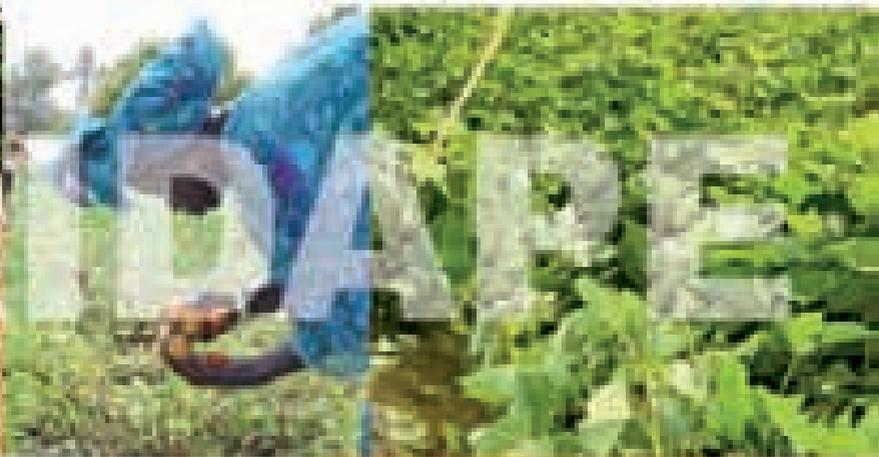
Malgré ce potentiel, les acteurs du secteur et les décideurs locaux n'explorent pas encore suffisamment, l'articulation qu'il devrait y avoir entre le tourisme, la décentralisation et le développement local. Il en résulte une absence de politiques claires sur la manière dont les administrations locales peuvent gérer durablement les atouts touristiques de leurs localités et mobiliser ainsi des ressources pour financer les services qu'elles doivent assurer et d'autres activités de développement.

Pour faire face à cette situation, et dans le but de promouvoir un tourisme durable basé sur le développement de dynamiques et de ressources locales, IED Afrique a initié une série d'activités au niveau du Sénégal dans le plateau de Ndiass, continuum de la zone touristique de la Petite Côte.

En partenariat avec le Centre Mampuya, à Toubab Dialao, IED Afrique a organisé un atelier regroupant les principaux acteurs au niveau local (collectivités locales, organisations communautaires de bases, secteur privé) pour réfléchir sur les stratégies à mettre en place pour mettre en œuvre un tourisme qui soit non seulement durable du point de vue écologique mais qui contribue également à l'économie locale sur une base équitable

Par ailleurs, en partenariat avec un autre programme de IED, appelé «Legal Tools», une étude sur les impacts des investissements sur la sécurité foncière a été menée. L'objectif de cette étude est d'identifier les facteurs qui peuvent fragiliser les droits d'accès et de contrôle des ressources par les populations et de mettre à la disposition de ces dernières les différents instruments juridiques pouvant leur permettre de sécuriser ces droits. Dans ce cadre, il est prévu la production d'un guide simple traduit en langues locales qui sera distribué aux populations et aux élus pour leur permettre de comprendre les différents instruments juridiques auxquels ils peuvent avoir recours en cas de besoin. Ce guide sera disponible dans le courant du premier semestre de 2008 ■





• AGRICULTURE DURABLE A FAIBLES APPORTS EXTERNES

Du magazine régional au renforcement des capacités en capitalisation

Cette revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes est l'édition régionale francophone du magazine international LEISA. AGRIDAPE est co-publiée par ILEIA et IED Afrique depuis 2003. L'objectif visé est de favoriser des approches d'eco-agriculture par la création et la diffusion d'information et de connaissance aux approches agro-écologiques dans les pays francophones de l'Afrique. La revue, à parution trimestrielle, présente des expériences relatives à l'utilisation optimale des ressources locales, des procédés naturels, mais aussi à l'utilisation maîtrisée d'intrants, sur la base de la combinaison des savoirs local et scientifique.

Le magazine

AGRIDAPE, c'est aujourd'hui 2350 abonnés de profils divers, producteurs, agents de développement, chercheurs et décideurs, répartis dans 47 pays francophones. Si au départ, les articles étaient traduits de la version internationale, le magazine s'enrichit de plus en plus des contributions des acteurs de la sous région. Toutefois, le renforcement des contributions régionales reste un grand défi du fait de la faiblesse des ressources financières et humaines pour la capitalisation des expériences dans les organisations africaines.

Numéros de l'année 2007 :

- *Tirer le meilleur parti des procédés écologiques (Mai)*
- *Les paysans s'organisent (Juillet)*
- *Pour des semences paysannes (Novembre)*
- *Santé et agriculture durables (Décembre).*

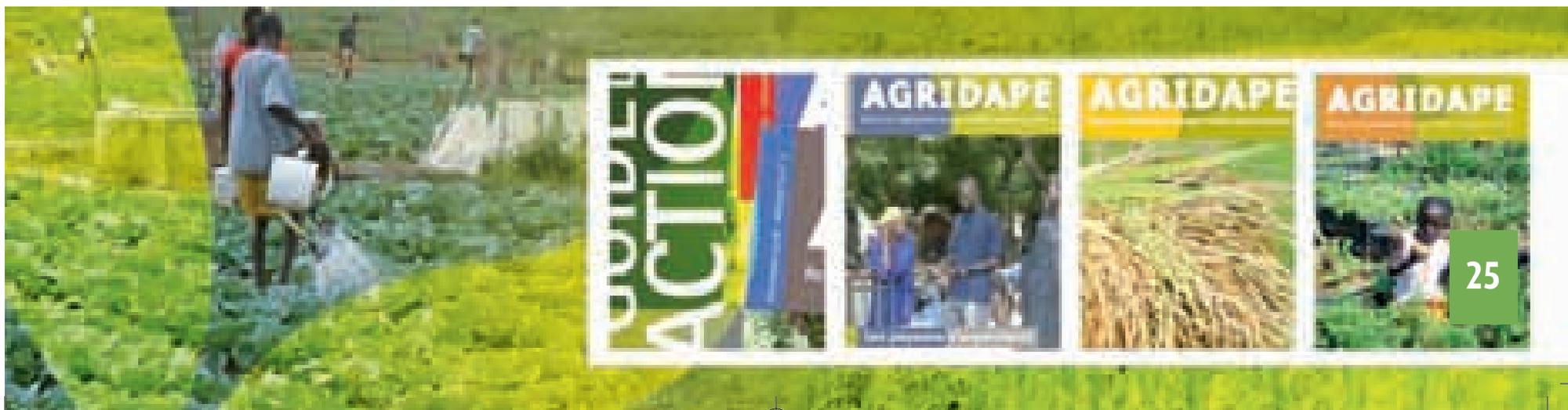
Le renforcement des capacités en capitalisation

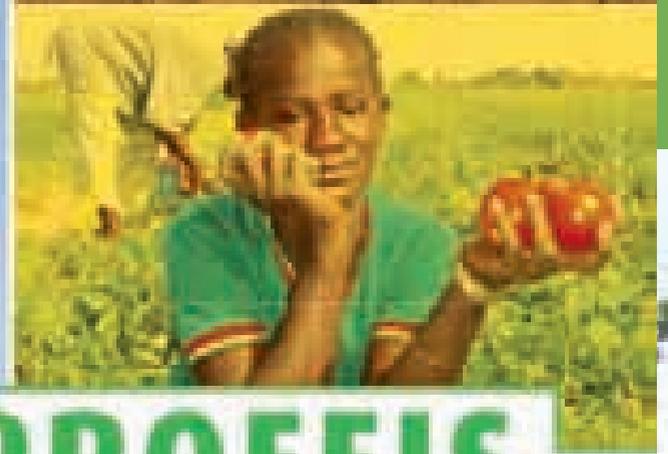
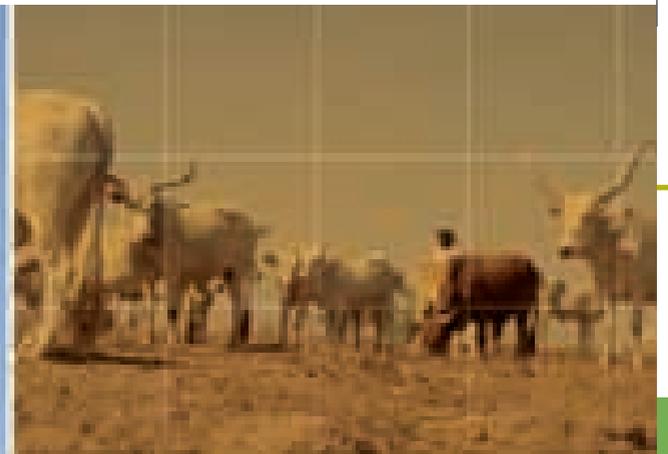
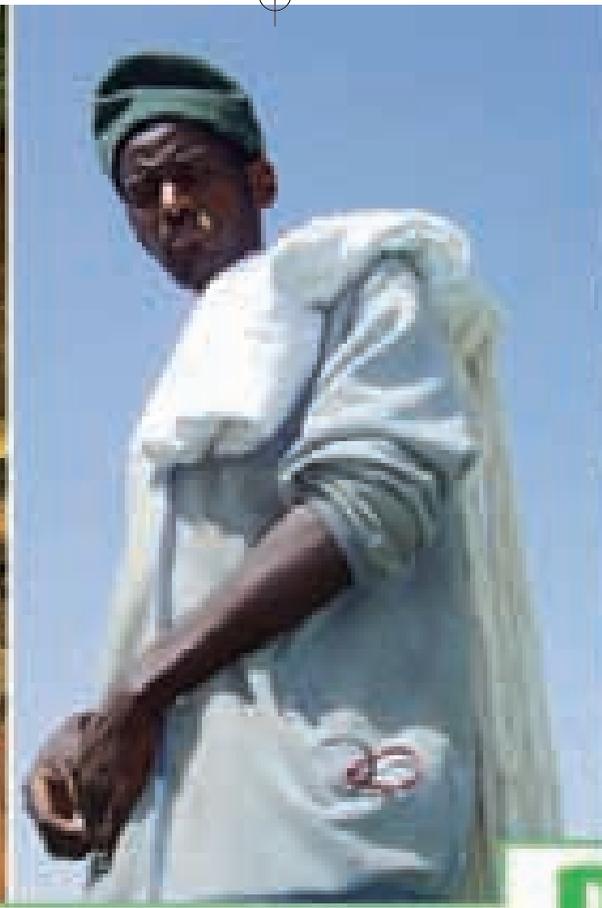
L'édition et la promotion de AGRIDAPE a permis d'appréhender les besoins en renforcement des capacités des organisations africaines. En effet, beaucoup d'expériences très riches ont eu lieu ou sont en cours dans la région, mais rares sont celles qui ont fait l'objet d'une capitalisation pour le partage et l'échange.

C'est ainsi que dans son plan d'actions 2007-2011, AGRIDAPE met l'accent sur le renforcement des capacités en capitalisation. L'idée est de mettre à la disposition des acteurs une méthodologie adaptée pour leur permettre de tirer les leçons de leurs expériences. Dans un second temps, l'objectif est de créer au niveau national des espaces d'échanges sur les expériences en agriculture durable.

Dans ce cadre, IED Afrique a conçu un manuel sur la capitalisation des expériences en adaptant la méthodologie développée au sein du réseau LEISA. Cette réflexion méthodologique a impliqué quelques partenaires comme l'Union des Groupements Paysans de Mekhé (UGPM), le Centre Mampuya, AGRECOL, l'Université de Thiès, l'ISRA, l'ONG FODDE, le PROGERT du Sénégal ; le Centre écologie Albert Schweitzer (CEAS-BF) et le Réseau MARP du Burkina.

Dans le cadre de la mise en place de réseaux nationaux sur l'agriculture durable, une rencontre avec les lecteurs et partenaires au Niger a été organisée en Décembre 2007. C'est ainsi que le réseau Niger a été lancé avec une quinzaine d'organisations. Au Mali, une revue des organisations évoluant dans le domaine de l'agriculture durable est en cours. Cela devra servir de point de départ pour un réseautage au niveau national.





PROFEIS

Promouvoir l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel

PROMOUVOIR L'EXPERIMENTATION ET L'INNOVATION PAYSANNES AU SAHEL (PROFEIS)

Les paysans à l'avant-garde de la production et de la diffusion du savoir scientifique

L'originalité de ce programme de trois ans (2007-2009) réside dans l'inversion du processus classique de production de connaissances et de génération des technologies qui confinait le paysan dans une position de consommateur passif d'une technologie développée par la recherche et diffusée par la vulgarisation. A l'inverse, l'approche PROFEIS fait du paysan le principal acteur dans le développement de l'innovation, le chercheur et l'agent du conseil agricole l'accompagnant au besoin.



Ce programme vise, en effet, à promouvoir l'expérimentation et l'innovation paysannes dans un partenariat tripartite :

- paysan innovateur
- chercheur
- conseiller agricole/ONG

Dans chacun des pays que couvre actuellement le programme, à savoir le Mali et le Sénégal, il y a un consortium de partenaires composé au moins d'une organisation paysanne, d'une ONG et d'une structure de recherche. Des liens avec les services de conseil agricole sont également développés.

Le lancement du PROFEIS s'est fait à travers l'organisation d'un atelier sous-régional de formation de formateurs sur la méthodologie du Développement Participatif de l'Innovation (DPI) en janvier 2007 à Thiès au Sénégal.

Il s'agissait de mettre à niveau l'ensemble des acteurs sur les concepts et enjeux du DPI afin de faciliter la collaboration.

Cette rencontre régionale a été complétée par la formation des acteurs locaux maliens et sénégalais sur le processus du DPI.



Cette étape de renforcement des capacités a conduit à une série d'activités d'identification des innovations paysannes et de leur caractérisation au Sénégal et au Mali. Ainsi, plus de 25 innovateurs et innovations au Mali ont été identifiés et 20 innovations ont été caractérisées dans le détail. Au Sénégal, 8 innovateurs et innovations ont été caractérisés.

Le partage de ces informations a commencé avec la mise en réseau dans chaque pays des différents paysans innovateurs. Cela est une première étape dans laquelle chaque innovateur découvre les innovations de ses pairs. L'idée est de rompre l'isolement de ces pionniers agricoles.

L'autre particularité de ce programme porte sur la mise en place d'une approche multi-acteurs qui promeut l'apprentissage mutuel entre le chercheur, le paysan, le conseiller agricole ou l'agent de l'ONG. Le paysan est le catalyseur de ce processus et les solutions qu'il expérimente permet aux autres acteurs de développer leurs propres interrogations et de profiter de l'analyse collective menée pour trouver des réponses.

Par ailleurs, un bulletin d'information « PROFEIS Info » a été lancé et son premier numéro a été diffusé électroniquement. De même, le processus de DPI a fait l'objet de quelques émissions radiophoniques au Sénégal ■





Programme de Recherche sur la Pauvreté Chronique en Afrique de l'Ouest

PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LA PAUVRETE CHRONIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Comprendre pour mieux agir

Ce programme est mis en œuvre en partenariat avec le Centre de Recherche sur la Pauvreté Chronique basé au Royaume Uni. Il a été lancé en juillet 2006, à travers l'organisation d'un atelier régional à Toubab Dialao au Sénégal suivi en Décembre de la même année de l'organisation d'un atelier de formation sur les méthodes d'enquêtes biographiques. Le programme couvre aujourd'hui 5 pays (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger et Sénégal).

La mission du CRPC est de générer des connaissances afin d'aider les décideurs politiques et les autres acteurs de développement à concevoir et à mettre en place des programmes qui répondent aux besoins des populations les plus pauvres, en particulier celles vivant dans une situation de pauvreté chronique.

Ce programme est structuré autour de 3 principaux axes à savoir : (1) la recherche thématique pour approfondir la compréhension de la dynamique de la pauvreté ainsi que ses causes et les réponses qui leur sont apportées, (2) l'analyse des politiques pour voir dans quelle mesure les politiques actuelles prennent en charge la question de la pauvreté chronique et (3) le plaidoyer pour influencer les politiques en faveur des populations vivant dans des situations de pauvreté extrême et/ou chronique.

2007 a été une année de mise en place du programme avec l'élaboration des propositions de recherche au niveau national. La coordination régionale est assurée par IED Afrique mais au niveau de chacun des pays, une organisation, une université ou un institut de recherche spécialisé est choisi pour assurer l'animation du programme.

Ainsi, l'équipe sénégalaise, coordonnée par le Laboratoire Paupérisation et Transformations Sociales de l'IFAN, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, a tenu son atelier de lancement en juillet 2007.

Le programme du Sénégal est essentiellement axé sur l'analyse de la dynamique de la pauvreté pour comprendre les principaux déterminants de la pauvreté chronique. Une étude thématique sur la protection sociale au Sénégal a également été lancée en 2007.

Dans la même période, le Burkina Faso, sous la coordination du CEDRES de la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ouagadougou a également lancé ses activités dont la thématique centrale porte sur l'agriculture et la pauvreté.

En décembre 2007, l'équipe du Niger, (co-animée par Réseau MARP, l'Institut Nationale de la Statistique et le Département de Géographie de l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH) de l'Université de Niamey) ainsi que celle du Bénin, coordonnée par le CEBEDES, Université d'Abomey-Calavi, ont lancé leur programme à travers l'organisation d'un atelier national de planification.

Afin de renforcer ces processus nationaux, différents documents qui ont été traduits seront édités et distribués■



LES PARTENAIRES FINANCIERS



Programmes	Partenaires	Pays
Réussir la Décentralisation	ASDI à travers IIED, Grande Bretagne	Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal
AGRIDAPE	ILEIA (DGIS), Pays Bas	Afrique francophone
PROFEIS	MISEREOR, Allemagne	Mali, Sénégal
CPRC	CPRC (DFID) Grande Bretagne	Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Sénégal
Genre et Décentralisation	UNIFEM, Afrique de l'Ouest	Sénégal
APPUI INSTITUTIONNEL IIED	IIED Grande Bretagne	IED Afrique

International Institute for Environment and Development (IIED) reste un partenaire stratégique de premier plan pour IED Afrique. La genèse de cette dernière en est la preuve puisque c'est du programme Sahel de l'IIED qu'est née IED Afrique. L'engagement de IIED à accompagner le développement de IED Afrique se manifeste à travers des programmes conjoints et un appui institutionnel fort. Entre les deux institutions, c'est le concept de renforcement mutuel qui trouve tout son sens.

LES RESSOURCES HUMAINES DE IED Afrique



les membres du Conseil d'Administration



Katy Cissé Wane
Présidente



Malamine Savané
Secrétaire Général



Henri Mathieu Lô
Trésorier



Thiendou Niang
Membre



Bara Guèye
Directeur

L'équipe executive permanente



Awa Faly Ba Mbow
Coordonnatrice des Programmes
awafba@iedafrique.org



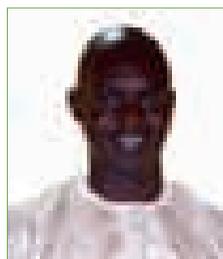
Bara Guèye
Directeur
baragueye@iedafrique.org



Maimouna Dieng Laniane
Responsable administrative et financière
maimadieng@iedafrique.org



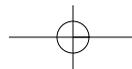
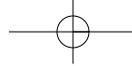
Safiétou Sall Diop
Assistante de Programme Information
safietousall@iedafrique.org



Oumar Ndiaye
Chargé de programme Gestion des Ressources
Naturelles
oumarndiaye@iedafrique.org



Ndèye Fatou Athie
Technicienne de surface





IED Afrique

Innovation, Environnement, Développement

24 Saint Clair 05,

BP 5570 Dakar Fatick - Sénégal

Téléphone : +321 33 867 10 88

Fax : +321 33 867 10 88

Courriel : contact@iedafrique.org ou info@iedafrique.org

www.iedafrique.org